

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

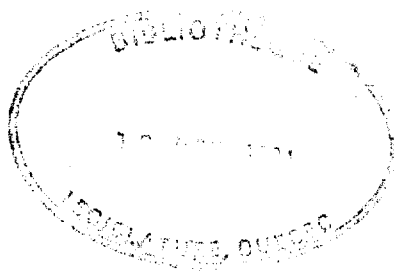
Projet de loi 246  
(Privé)

## Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc

---

**Présentation**

Présenté par  
M. Herbert Marx  
Député de D'Arcy-McGee



---

Éditeur officiel du Québec  
1984



# Projet de loi 246

(Privé)

## Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Côte-Saint-Luc que sa charte, le chapitre 88 des lois de 1957-1958, soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée pour la cité par l'insertion, après l'article 432, du suivant:

«**432.1** La cité de Côte-Saint-Luc est autorisée à imposer par règlement aux personnes desservies dans son territoire par le réseau d'aqueduc de la Ville de Montréal une taxe de l'eau qui lui est livrée.

Cette taxe peut être imposée selon différentes catégories d'occupation, en fonction de l'un ou l'autre des critères suivants, ou d'une combinaison de ceux-ci:

*a)* un montant fixe, lequel peut varier, à l'intérieur d'une même catégorie d'occupation, selon le type d'immeuble ou le nombre de pièces occupées;

*b)* la valeur locative apparaissant au rôle de la valeur locative;

*c)* la valeur apparaissant au rôle d'évaluation;

*d)* la quantité d'eau mesurée par compteur avec un prix minimum.

Le revenu provenant de cette taxe de l'eau peut être différent du prix de la fourniture de l'eau payable à la Ville de Montréal, à la discrétion du conseil.

La taxe de l'eau ainsi imposée est assimilée à la taxe de l'eau visée par le paragraphe 4 de l'article 432 de la Loi sur les cités et villes.

Dans le cas où la taxe de l'eau est imposée sur la base de la valeur apparaissant au rôle d'évaluation, cette taxe est assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elle est due. ».

**2.** La taxe de l'eau imposée par les règlements numéros 1768, 1806 et 1823 est valide et incontestable pour les exercices financiers de 1982, 1983 et 1984.

Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 20 octobre 1984.

**3.** Le paragraphe 4 de l'article 628 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) se lit à l'égard de la cité de Côte-Saint-Luc comme suit:

« 4. À compter de l'exercice financier 1981, les municipalités dont le territoire est desservi par l'aqueduc de la ville paient directement à celle-ci le prix de l'eau, le 1<sup>er</sup> juillet de chaque exercice. ».

**4.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**5.** La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).